

**ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE
PROTESTANTE UNIE DE MEUDON, SEVRES,
VILLE D'AVRAY**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du 9 décembre 1905

11, Rue Maurice Bertaux

92310 SEVRES

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE MEUDON, SEVRES, VILLE D'AVRAY

Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du 9 décembre 1905

11, Rue Maurice Bertaux

92310 SEVRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Cultuelle de l'Eglise Protestante Unie de Meudon, Sèvres, Ville d'Avray relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du nouveau règlement comptable ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 décrit dans la note "Règles et méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entités, particulièrement sur leur activité et leur financement ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil Presbytéral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Presbytéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 23 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Constantin Associés



Pierre-François ALLIOUX



EGLISE PROTESTANTE UNIE DE FRANCE

REGION : Région Parisienne

AC.EPU DE MEUDON-SÈVRES-VILLE D'AVRAY

COMPTES ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2020

+ * + * + * + * + * + * + *

**BILAN au 31 DECEMBRE
COMPTE DE RESULTAT
du 1er JANVIER au 31 DECEMBRE
ANNEXE**

AC.EPU DE MEUDON-SÈVRES-VILLE D'AVRAY
11 rue Maurice Berteaux
92310 SEVRES



BILAN 2020

| ACTIF | Exercice 2020 (selon ANC 2018-06) | | | Exercice 2019
(selon CRC 99-01) |
|---|-----------------------------------|---------------------|-----------------------|------------------------------------|
| | Brut | Amort. et déprec. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais de Recherche Développement | | | | |
| Autre | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 550 000,00 € | | 550 000,00 € | 550 000,00 € |
| Constructions | 2 116 307,34 € | 864 969,00 € | 1 251 338,34 € | 1 310 205,74 € |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureaux et Informatique | | | | |
| Mobilier de bureaux et divers | | | | |
| Immobilisation en cours | | | | |
| s/total | 2 666 307,34 € | 864 969,00 € | 1 801 338,34 € | 1 860 205,74 € |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Titres immobilisés | | | | |
| Prêts aux personnels | | | | |
| Autres prêts | | | | |
| Cautions pour loyers, autres | | | | |
| s/total | | | | |
| TOTAL I | 2 666 307,34 € | 864 969,00 € | 1 801 338,34 € | 1 860 205,74 € |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| CREANCES | | | | |
| Fournisseurs : Avances et acomptes versés | | | | |
| Autres créances | 8 708,50 € | | 8 708,50 € | 4 633,70 € |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | |
| | 81 000,00 € | | 81 000,00 € | 80 000,00 € |
| DISPONIBILITES : Banques et caisse | | | | |
| | 71 833,79 € | | 71 833,79 € | 78 834,43 € |
| TOTAL II | 161 542,29 € | | 161 542,29 € | 163 468,13 € |
| COMPTE DE REGULARISATION | | | | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| | | | | |
| TOTAL III | | | | |
| ACTIF : TOTAL GENERAL (I+II+III) | 2 827 849,63 € | 864 969,00 € | 1 962 880,63 € | 2 023 673,87 € |

| PASSIF | Exercice 2020
(selon ANC 2018-06) | Exercice 2019
(selon CRC 99-01) |
|---|--------------------------------------|------------------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| Patrimoine intégré | 2 549 951,26 € | 2 549 951,26 € |
| Subvention d'investissement | | |
| Ecarts de réévaluations | | |
| s/total | 2 549 951,26 € | 2 549 951,26 € |
| Réserves affectées | | |
| Réserves Ensemble, mutualisation | | |
| Réserves générales | | 9 100,00 € |
| s/total | | 9 100,00 € |
| FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVE (avant affectation du résultat) | | 2 559 051,26 € |
| Report à nouveau | -582 368,69 € | -532 218,66 € |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE ou PERTE) | -48 895,77 € | -54 588,97 € |
| SITUATION NETTE | 1 918 686,80 € | 1 972 243,63 € |
| SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | | |
| | 12 613,71 € | 7 125,00 € |
| TOTAL I | 1 931 300,51 € | 1 979 368,63 € |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public | 19 837,60 € | |
| Fonds dédiés sur contributions financières | 3 177,08 € | |
| TOTAL II | 23 014,68 € | 0,00 € |
| PROVISIONS POUR RISQUES | | |
| PROVISIONS POUR CHARGES | | |
| TOTAL III | 0,00 € | 0,00 € |
| FONDS DEDIES | | |
| Fonds dédiés sur autres ressources | | 37 145,00 € |
| TOTAL III bis | 0,00 € | 37 145,00 € |
| DETTES | | |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | |
| Emprunts bancaires | | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES | | |
| Autres emprunts | | |
| Dépôts et cautionnements | | |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 919,50 € | 3 859,20 € |
| Dettes fiscales et sociales | 3 148,00 € | 3 148,00 € |
| AUTRES DETTES | | |
| Eglise Unie (région) | | |
| ASEMEPUdF | | |
| Autres | 1 497,94 € | 153,04 € |
| TOTAL IV | 8 565,44 € | 7 160,24 € |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCES | | |
| TOTAL V | | |
| PASSIF : TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 1 962 880,63 € | 2 023 673,87 € |

COMPTE DE RESULTAT 2020



| COMPTE DE RESULTAT | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|---|---------------------|---------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de bien et services | 2 088,00 € | 2 751,39 € |
| Dons et legs | | 171 694,18 € |
| Consistoires | | |
| Loyers perçus | 5 865,00 € | 17 115,00 € |
| Participation, remboursements de frais et transfert de charges | | 7 736,10 € |
| Autres produits | | |
| Produits de tires financiers | | |
| Concours publics et subventions d'exploitations | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons | 180 563,37 € | |
| Legs et donations | | |
| | | |
| Contributions financières | 30 975,58 € | 31 167,51 € |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 2 088,30 € | |
| Utilisation des fonds dédiés | 53 002,40 € | |
| Autres produits | | |
| TOTAL I | 274 582,65 € | 230 464,18 € |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes (électricité, loyers, assurances, frais de déplacements, d'affranchissements) | 90 331,53 € | 68 021,44 € |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 1 751,00 € | 1 733,00 € |
| Salaires, traitements et charges sociales | 34 718,32 € | 34 740,45 € |
| Contributions et subventions | | 102 250,00 € |
| Aides financières | 102 200,00 € | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 61 391,00 € | 61 102,00 € |
| Reports en fonds dédiés | 35 390,00 € | |
| Autre charge de gestion courante | | |
| TOTAL II | 325 781,85 € | 267 846,89 € |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -51 199,20 € | -37 382,71 € |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 1 040,00 € | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Produits nets sur cess. de valeurs mob. de placements | 245,32 € | 1 455,18 € |
| TOTAL III | 1 285,32 € | 1 455,18 € |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Intérêts et charges assimilés | | |
| Différence négative de charges | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| Charges nettes sur cess. de valeurs mob. de placement | | |
| Participation produits financiers | | |
| TOTAL IV | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 1 285,32 € | 1 455,18 € |
| 3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | -49 913,88 € | -35 927,53 € |

| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
|---|-------------------|-------------------|
| Sur opérations de gestion (dons, legs, autres...) | 327,84 € | 13,56 € |
| Sur opérations en capital | | 1 300,00 € |
| Reprise sur provisions, dépréciations et transfert de charges | 690,27 € | 375,00 € |
| TOTAL V | 1 018,11 € | 1 688,56 € |

| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
|--|--|--|
| Sur opérations de gestion (subventions, créances irrécouvrables) | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | | |
| TOTAL VI | | |

| | | |
|--|-----------------|-------------------|
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 1 018,11 | 1 688,56 € |
|--|-----------------|-------------------|

| IMPOTS SUR LES SOCIETES | | |
|--------------------------------|--|--|
| | | |

| ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTES (VIII) | | |
|--|--|-------------|
| | | 20 350,00 € |

| | | |
|--|---------------------|---------------------|
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) | 276 886,08 € | 233 607,92 € |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) | 325 781,85 € | 288 196,89 € |
| RESULTAT (BENEFICE) | -48 895,77 € | -54 588,97 € |

ANNEXE 2020

| INFORMATIONS | Fournies | Non Fournies |
|--|----------|--------------|
| FAITS CARACTERISTIQUES | x | |
| 1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE | x | |
| 2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES | x | |
| 3 NOTES SUR LE BILAN : | | |
| 3.1 Immobilisations et amortissements | x | |
| 3.2 Provisions | x | |
| 3.3 Eléments fongibles de l'actif circulant | x | |
| 3.4 Comptes de régularisation | | x |
| 3.5 Créances et dettes | x | |
| 3.6 Charges à payer et produits à recevoir | x | |
| 3.7 Variations des fonds associatifs et des réserves | x | |
| 3.7.1. Fonds propres | x | |
| 3.7.2. Variation globale des fonds propres | x | |
| 3.8 Valorisation des contributions volontaires | x | |
| 3.9 Fonds dédiés | x | |
| 4 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT : | | |
| 4.1 Analyse des produits et des ressources | x | |
| 4.2 Produits et charges exceptionnels | x | |
| 5 AUTRES INFORMATIONS : | | |
| 5.1 Legs et donations en cours | x | |
| 5.2 Engagements hors bilan | x | |
| 5.3 Honoraires du commissaire aux comptes | x | |
| 5.4 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants | x | |

ANNEXE suite 2020

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2020 dont le total est de 1 962 880,63 €
Et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat déficitaire de 48 895,77 €
L'Association culturelle de l'Église Protestante Unie de Meudon – Sèvres – Ville d'Avray a pour objet d'assurer l'exercice du culte Réformé et de pourvoir en tout ou en partie aux frais et besoins du culte et des divers services et activités qui peuvent s'y rattacher.

FAITS CARACTERISTIQUES

- En conséquence des dispositions de l'Ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005 et du décret 2006-335 du 21 mars 2006, les associations culturelles dépassant le seuil de 153 000 € de dons annuels sont, à compter du 1er janvier 2006 soumises aux obligations issues de l'article L.612-4 du Code de commerce, notamment l'établissement de comptes annuels comprenant un bilan, un compte du résultat et une annexe comptable.
- L'association, entrant dans le champ d'application de ces dispositions, a modifié les principes d'évaluation de ses comptes. La comptabilité, antérieurement tenue sous la forme « recettes-dépenses », est tenue sous la forme de la comptabilité d'engagements.
- La principale modification porte sur la comptabilisation de la valeur des biens immobiliers et mobiliers détenus par l'association au 1er janvier 2006, date d'établissement du bilan de départ. La contrepartie de la valeur des biens inscrits à l'actif du bilan a été constatée dans les Fonds associatifs au passif du bilan sous le titre « Valeur du patrimoine intégré ». Elle n'a pas eu d'impact sur le compte de résultat de l'exercice 2006. Il est expressément signalé que ce changement de méthode comptable imposé à l'association par la modification de l'environnement réglementaire, est traité comme un changement à caractère prospectif. A ce titre il n'a pas été établi de comptes pro-forma des exercices antérieurs.
- La présentation des comptes a également été modifiée en respect des règles édictées par le Code de commerce. Anciennement présentés par nature de dépenses et de recettes dans le document intitulé « Etat récapitulatif », ils sont désormais présentés en deux éléments :
 - le bilan détaillant les actifs et les passifs de l'association à la clôture de l'exercice 2006,
 - le compte de résultat récapitulant les charges et les produits du même exercice.

1) EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les événements comptables significatifs en 2020 ;
Utilisation de fonds dédiés en 2020 pour l'Avant-Projet Détaillé en 2020.
Le livret A est toujours utilisés pour les dons affectés Convergences et Chapelle de Ville d'Avray, mais aussi pour l'ensemble des mise à dispositions de nos locaux.
Maintien du placement en part social Banque Populaire de 80000 € + 1000 € d'intérêts.
La crise sanitaire COVID-19 a entraîné une réduction du nombre de culte sur l'exercice 2020 sans effet sur le niveau des dons perçus.

2) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 – Les comptes annuels sont établis et présentés conformément au plan comptable 2014-03 et aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, tout en intégrant les dispositions liées à l'adhésion des associations culturelles de l'Église réformée de France à l'Union Nationale.

Changement de méthode :

L'association applique à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2020 le nouveau règlement comptable ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, en remplacement du règlement CRC n° 99-01. Les principaux changements résident dans une modification de présentation des états financiers et de terminologie et dont les retraitements financiers sont présentés dans le tableau de variations des fonds propres et des fonds dédiés.

2.2 – L'évaluation des éléments de l'actif est pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques, sous réserve des précisions fournies au § 2.3.

2.3 – Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivante :

Continuité de l'exploitation,
Permanence des méthodes comptables
Indépendance des exercices.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent, hormis celles relatives à l'application du nouveau règlement comptable ANC 2018-06 comme mentionné au 2.1.

Il est rappelé que les méthodes applicables à l'évaluation et à la présentation des actifs ont été modifiées en 2006 en conséquence des dispositions de l'Ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005 et du décret 2006-335 du 21 mars 2006 applicables aux associations culturelles dépassant le seuil de 153 000€ de dons annuels. Ces dernières sont depuis le 1er janvier 2006 soumises aux obligations issues de l'article L.612-4 du Code du commerce, notamment l'établissement de comptes annuels comprenant un bilan, un compte du résultat et une annexe comptable.

L'association, entrant dans le champ d'application de ces dispositions (ce qui a d'ailleurs été le cas en 2012), a modifié en 2006 les principes d'évaluation de ses comptes. La comptabilité, antérieurement tenue sous la forme « recettes-dépenses », est tenue sous la forme de la comptabilité d'engagements.

Les modifications ont notamment porté sur les points suivants :

- Intégration patrimoniale des biens mobiliers et immobiliers, propriétés de l'association au 1er janvier 2006

Les principales méthodes utilisées ont été les suivantes :

- Ensembles immobiliers : l'évaluation des actifs immobiliers a été opérée selon la valeur de marché fixée selon des expertises immobilières,

- Autres immobilisations corporelles : l'évaluation repose sur le coût historique.

Application des nouvelles dispositions issues du règlement 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à la dépréciation des actifs, notamment celles applicables aux ensembles immobiliers et portant sur :

La méthode d'amortissement par composants

La prise en compte de la valeur résiduelle pour la détermination de la base d'amortissement.

- Comptabilisation dans les charges de l'association de la rémunération des ministres en poste et des charges sociales ou fiscales attachées. Cette modification n'a aucune incidence sur le résultat dans la mesure où le financement de cette masse salariale relève réglementairement de l'Eglise réformée de France. Il est en effet constaté au compte de résultat un produit d'exploitation d'égale montant.

3) NOTES SUR LE BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

| ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE | | | | |
|---|---|------------------|-------------|--|
| RUBRIQUES | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (01/01/2020) | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice (31/12/2020) |
| 1. Immobilisations incorporelles | 0 € | | | 0 € |
| 2. Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 550 000 € | | | 550 000 € |
| Constructions | 2 113 783,74 € | 2 523,6 € | | 2 116 307,34 € |
| Installations techniques, matériel... | 0 € | | | 0 € |
| Immobilisations corporelles en cours | 0 € | | | 0 € |
| 3. Immobilisations financières | 0 € | | | 0 € |
| TOTAL GENERAL 1+2+3 | 2 663 783,74 € | 2 523,6 € | | 2 666 307,34 € |

| ETAT DES AMORTISSEMENTS | | | | |
|---|---|--|------------------|--|
| RUBRIQUES | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (01/01/2020) | Augmentations (Dotations de l'exercice 2020) | Cessions Rebutis | Valeur brute à la clôture de l'exercice (31/12/2020) |
| 1. Immobilisations incorporelles | 0 € | | | 0 € |
| 2. Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 0 € | | | 0 € |
| Constructions | 803 578 € | 61 391 € | | 864 969 € |
| Installations techniques, matériel... | 0 € | | | 0 € |
| Immobilisations corporelles en cours | 0 € | | | 0 € |
| TOTAL GENERAL 1+2 | 803 578 € | 61 391 € | | 864 969 € |

La comptabilisation des immobilisations corporelles sur l'exercice 2020 repose sur les règles suivantes :

Ensembles immobiliers

Les ensembles immobiliers sont évalués comme suit :

Terrain : valeur portée à l'acte ou 20% de la valeur globale de l'ensemble immobilier lorsque l'évaluation du terrain n'est pas stipulée.

Construction : valeur portée à l'acte ou 80% de la valeur globale de l'ensemble immobilier.

Pour la comptabilisation des constructions, il est fait application des nouvelles dispositions issues du règlement 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à la dépréciation des actifs, notamment celles relatives aux ensembles immobiliers, à savoir la méthode de l'amortissement par composant.

La nature des composants « constructions », les critères de valorisation des composants et des durées d'utilité sont résumés dans le tableau ci-après :

Structures et assimilés : Valorisation à 80% et Durée d'utilité à 50 ans
Façade /Etanchéité/Toiture : Valorisation à 10% et Durée d'utilité à 15 ans
Installations générales techniques : Valorisation à 10% et Durée d'utilité à 20 ans

Autres immobilisations corporelles

Elles sont traitées en tant qu'éléments non décomposables, sans valeurs résiduelle, et sont amorties sur leur durée d'utilité.

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon le mode linéaire au taux suivants :
Sonorisation du temple : Acquis pour 2 523,60 € et amortie sur 15 ans.

3.2. PROVISIONS

| ETAT DES PROVISIONS | | | | |
|---------------------------------|---|--|-------------------------------------|--|
| RUBRIQUES | Provisions à l'ouverture de l'exercice (01/01/2020) | Augmentations (Dotations de l'exercice 2020) | Diminutions (Reprise de l'exercice) | Provisions à la clôture de l'exercice (31/12/2020) |
| Provisions pour risques | 0 € | | | 0 € |
| Provisions pour charges | 0 € | | | 0 € |
| Provisions pour dépréciations : | 0 € | | | 0 € |
| TOTAL GENERAL | 0 € | | | 0 € |

Afin de respecter le caractère associatif de l'institution, des provisions sont constituées pour faire face aux risques identifiés par le Conseil presbytéral.

Aucun événement significatif n'a été identifié en 2020 comme pouvant donner lieu à constitution de provisions pour risques ou charges.

3.3. ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

- Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au prix d'acquisition (hors frais d'acquisition accessoires). En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est déterminée selon la méthode du prix moyen pondéré. Lorsque la valeur à la date de clôture est inférieure à la valeur figurant au bilan, une provision pour dépréciation est constituée à concurrence du montant de la différence entre ces deux valeurs. En respect des prescriptions comptables, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Au niveau de l'actif circulant, il n'y a pas de plus-value latente.

3.5. CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation cas par cas. En fonction du risque encouru, une dépréciation est constatée pour chacune d'elles.

| ETAT DES CREANCES ET DETTES | | | | | |
|--|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|---------------|
| RUBRIQUES | Montant brut | Dont | | Dont | |
| | | Régions | Autres | A moins 1 an | A plus 1 an |
| 1. Actif immobilisé | | | | | |
| Prêts | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Autres | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 2. Actif circulant | | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 8 708,5 € | 520,12 € | 8 188,38 € | 8 708,50 € | 0 € |
| Autres | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 3. Charges constatées d'avance | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL CREANCES (a) | 8 708,50 € | 520,12 € | 8 188,38 € | 8 708,50 € | 0,00 € |
| DETTES | | | | | |
| 1. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 2. Emprunts et dettes financières divers | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 3. Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 919,50 € | 0 € | 3 919,50 € | 3 919,50 € | 0 € |
| 4. Dettes fiscales et sociales | 3 148 € | 0 € | 3 148 € | 3 148 € | 0 € |
| 6. Autres dettes | 1 497,94 € | 153 € | 1 344,94 € | 1 497,94 € | 0 € |
| 7. Produits constatés d'avance | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL DETTES (b) | 8 565,44 € | 153,00 € | 8 412,44 € | 8 565,44 € | 0,00 € |
| TOTAL (a-b) | 143,06 € | 367,12 € | -224,06 € | 143,06 € | 0,00 € |

3.6 CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Charges à payer : 1 499€ correspondants au prélèvement à la source, à la facturation de la Parole Protestante de décembre 2020 ainsi qu'à des travaux de plomberie de Juin 2020.

Produits à recevoir : 8708.50 € correspondants principalement à des dons et mises à disposition de salle de décembre 2020 encaissés en janvier et février 2021.

3.7. VARIATIONS DES FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES

3.7.1 FONDS PROPRES

| SITUATIONS | au début
de l'exercice avant
affectat ⁿ du résultat | VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES | | | au 31/12/2020
Avant affectation
du résultat 2020 | Proposition
Affectation
Résultat
2020 | au 31/12/2020
après affectation
du résultat 2020 |
|---|--|---|---|-------------------------------------|--|--|--|
| | | Variations 2020 | | | | | |
| | | Subventions | Reclassement
ANC 2018-06 | Affectations
du Résultat
2019 | | | |
| 1. Fonds associatifs et réserves
- Patrimoine intégré | 2 549 951 | | | | 2 549 951 | | 2 549 951 |
| Total fonds associatifs et réserves | 2 549 951 | - | - | - | 2 549 951 | - | 2 549 951 |
| 2. Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Total réserves statutaires | - | - | - | - | - | - | - |
| 3. Autres réserves
- Réserve générale
- Report à nouveau | 9 100
- 532 219 | | -9 100 ⁽¹⁾
4 439 ⁽²⁾ | - 54 589 | - 582 369 | - 48 896 | - 631 264 |
| Total autres réserves | - 523 119 | | - 4 661 | - 54 589 | - 582 369 | - 48 896 | - 631 264 |
| Résultat | - 54 589 | | | 54 589 | - 48 896 | 48 896 | - |
| Situation nette | 1 972 244 | | - 4 661 | - | 1 918 687 | - | 1 918 687 |
| Autres fonds propres
-Subventions d'investissements
- Quote-part de subvention reprises au résultat | 7 500
- 375 | 5 000
- 690 | 3 000
- 1 821 | | 15 500
- 2 886 | | 15 500
- 2 886 |
| TOTAL I | 7 125 | 4 310 | 1 179 | - | 12 614 | - | 12 614 |
| TOTAL (I + II) | 1 979 369 | 4 310 | - 3 482 | - | 1 931 301 | - | 1 931 301 |

(1) La réserve générale de 9 100 € se composait de deux subventions d'investissements octroyé par :

- La mairie de Sèvre en 2010 pour 3 000 € reclassé au poste subventions d'investissements

- l'association Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France (EEUdF) en 2011 pour 6 100 € reclassé en fonds dédiés d'investissements issus de contribution financière (cf. fonds dédiés)

(2) Le report à nouveau a été impacté par des quote-part de subventions d'investissement (1 821 €) et de d'utilisation des fonds dédiés (2 618 €) sur exercices antérieurs pour 4 439 €

La réserve « Patrimoine intégré » non mouvementée en 2020, représente l'exacte contrepartie des actifs incorporels et corporels détenus par l'association, intégrés au 1er janvier 2006, en conformité des dispositions du plan comptable général, soit 2 549 951,26 €

L'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019, déficitaire de 54 588,97 € a été approuvé par la dernière assemblée générale.

La valorisation des réserves est présentée pour information avant affectation du résultat de l'exercice 2020 proposée à l'assemblée générale.

Elle est également présentée après proposition d'affectation de ce résultat.

Le résultat de l'exercice 2020 d'un montant de déficitaire de 48 895,77 € serait affecté au report à nouveau.

3.7.2 VARIATION GLOBALE DES FONDS PROPRES

| VARIATION GLOBALE DES FONDS PROPRES | | | | |
|-------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------|
| Avant résultat
2020 | Subvention
d'investissement | Résultat de l'exercice 2020 | Reclassement
ANC 2018-06 | A la clôture
2020 |
| 1 979 369 € | 4 310 € | -48 896 € | -3 482 € | 1 931 301 € |

3.8. VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Aucune valorisation au titre des contributions volontaires bénévoles n'est effectuée en raison de l'absence d'éléments quantifiables.

3.9. FONDS DEDIES

| FONDS DEDIES | | | | | |
|-------------------------------|---|-------------------------------|-------------------------|--------------------------|--|
| | Fonds à engager à l'ouverture de l'exercice | Utilisations des fonds dédiés | Reports en fonds dédiés | Reclassement ANC 2018-06 | Fonds restant à engager à la fin de l'exercice |
| Sur dons | 37 145,00 € | -52 697 € | 35 390 € | 0 € | 19 838 € |
| Sur contributions financières | 0,00 € | 0 € | 0 € | 3 177 € ⁽¹⁾ | 3 177 € |
| TOTAL | 37 145 € | -52 697 € | 35 390 € | | 23 014,68 € |

⁽¹⁾ Valeur nominal des contributions financière de 6 100 € et 2 923 € de quote-part reprise en compte de résultat

Les dons nominatifs affectés à l'immobilier de l'association (études du projet immobilier de rénovation / regroupement du Centre paroissial et du Temple (Convergences), travaux associés, et grosses réparations à la Chapelle de Ville d'Avray) ont alimenté en 2020 un fonds spécialement dédié dont 52 967 € ont été utilisés au profit d'études et d'honoraires d'architectes et 35 390 € se sont ajoutés en 2020.

4) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Le tableau ci-dessous indique la formation du résultat et son évolution comparée d'un exercice à l'autre.

| FORMATION DU RESULTAT | | |
|---|---------------|---------------|
| | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
| Résultat d'exploitation | -51 199,20 € | -37 382,71 € |
| Résultat financier | 1 285,32 € | 1 455,18 € |
| Résultat courant (avant impôts) | -49 913,88 € | -35 927,53 € |
| Résultat exceptionnel | 1 018,11 € | 1 688,56 € |
| - Impôts sur les sociétés | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | 0,00 € | 20 350,00 € |
| Résultat de l'exercice (bénéfice) | -48 895,77 € | -54 588,97 € |

4.1. ANALYSE DES PRODUITS ET RESSOURCES

La cible annuelle a été régulièrement versée à l'UNAC-EPUdF RP en 2020, soit 102 000 €. Les autres charges et frais de fonctionnement (chauffage, électricité, assurances, frais de bureau, entretien et réparations, journal mensuel Paroles Protestantes) ont baissées fortement du fait des confinements et restrictions. Les dons réguliers ont augmenté par rapport à l'année précédente. Il y n'y a pas eu d'appel spécifique mais une communication sur Convergences. Le produit de la location des salles en 2020 a diminué du fait des confinements et restrictions.

4.2. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels correspondent aux quotes-parts de subventions d'investissements reprises au résultat (690 €) ainsi qu'a l'annulation d'un chèque non encaissé par un fournisseur (328€).

5) AUTRES INFORMATIONS :

Sans objet

5.1. LEGS ET DONATIONS EN COURS

Pas de leg perçu en 2020

5.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas d'engagement hors bilan au 31/12/2020.

5.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du Commissaire aux compte au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2020 s'élèvent à 3 919,50 Euros TTC.

5.4 REMUNERATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS :

Information relative à la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants (article 20 de la loi n°2006-586) : aucune rémunération versée